**THEME IV : OUTILS D’IDENTIFICATION ET DE PROTECTION DES MILIEUX**

**Lectures suggérées :**

**1) Identification des caractéristiques du milieu :**

1. Sur les trames verte et bleue et les schémas de cohérence, voir article L.371-1 et sq. du Code de l’environnement

**Article L.371-1**

La trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural.

Les collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme prennent en compte les schémas régionaux de cohérence écologique lors de l'élaboration ou de la révision de leurs documents d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme dans les conditions fixées à l'article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme.

1. Sur les ZNIEFF, voir L.411-5 C environnement

**Article L.411-5 C**

L'inventaire du patrimoine naturel est institué pour l'ensemble du territoire national terrestre, fluvial et marin. On entend par inventaire du patrimoine naturel l'inventaire des richesses écologiques, faunistiques, floristiques, géologiques, minéralogiques et paléontologiques.

L'Etat en assure la conception, l'animation et l'évaluation. Les régions peuvent être associées à la conduite de cet inventaire dans le cadre de leurs compétences. En outre, les collectivités territoriales peuvent contribuer à la connaissance du patrimoine naturel par la réalisation d'inventaires locaux.

Le préfet de région, les préfets de départements et les autres collectivités territoriales concernées sont informés de ces élaborations.

***ZNIEFF : définition, site DREAL***

Lancé en 1982, l’inventaire des Zones Naturelles d’Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d’identifier et de décrire des secteurs présentant un fort intérêt biologique et un bon état de conservation.

Connaissance permanente aussi exhaustive que possible des espaces naturels, terrestres et marins, dont l‌’intérêt repose soit sur l‌’équilibre et la richesse de l‌’écosystème soit sur la présence d‌’espèces de plantes ou d‌’animaux rares et menacées. 2 types de zones sont définis :

* Zones de type I : secteurs de superficie en général limitée, caractérisés par leur intérêt biologique remarquable.
* Zones de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

1. Sur Natura 2000 voir L 414-1 à L 414-7 c. environnement

**Article L414-1§4&5**

Les sites désignés comme zones spéciales de conservation et zones de protection spéciale par décision de l'autorité administrative concourent, sous l'appellation commune de "sites Natura 2000", à la formation du réseau écologique européen Natura 2000.

Les sites Natura 2000 font l'objet de mesures destinées à conserver ou à rétablir dans un état favorable à leur maintien à long terme les habitats naturels et les populations des espèces de faune et de flore sauvages qui ont justifié leur délimitation. Les sites Natura 2000 font également l'objet de mesures de prévention appropriées pour éviter la détérioration de ces mêmes habitats naturels et les perturbations de nature à affecter de façon significative ces mêmes espèces.

1. Sur la protection des espèces voir L.411-1, L.411-2 et pour les sanctions L.411-5

**Article L.411-1**

Contient une liste d’interdiction : lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats : …

**Article L.411-2**

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées :

1° La liste limitative des habitats naturels, des espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées ainsi que des sites d'intérêt géologique, y compris des types de cavités souterraines, ainsi protégés

(…)

**2) Identification des caractéristiques d’un projet et de ses impacts sur le milieu :**

1. Sur les évaluations environnementales, voir L.122-1 et sq. et R.122-1 et sq. C. environnement ;

**Article L.122-1**

Les études préalables à la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages qui, par l'importance de leurs dimensions ou leurs incidences sur le milieu naturel, peuvent porter atteinte à ce dernier, **doivent comporter une étude d'impact permettant d'en apprécier les conséquences**. Cette étude d'impact est transmise pour avis à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement par l'autorité chargée d'autoriser ou d'approuver ces aménagements ou ces ouvrages.

**Article L.122-3**

**Le contenu de l'étude d'impact qui comprend au minimum une analyse de l'état initial du site et de son environnement, l'étude des modifications que le projet y engendrerait, l'étude de ses effets sur la santé et les mesures envisagées pour supprimer, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables pour l'environnement et la santé** ; en outre, pour les infrastructures de transport, l'étude d'impact comprend une analyse des coûts collectifs des pollutions et nuisances et des avantages induits pour la collectivité ainsi qu'une évaluation des consommations énergétiques résultant de l'exploitation du projet, notamment du fait des déplacements qu'elle entraîne ou permet d’éviter.

**Article R122-1**

**Sont soumis à la réalisation d'une étude d'impact de façon systématique ou après un examen au cas par cas les modifications ou extensions des travaux, ouvrages ou aménagements** lorsqu'elles répondent par elles-mêmes aux seuils de soumission à étude d'impact en fonction des critères précisés dans le **tableau susmentionné**.

1. Sur l’étude d’impact en particulier, voir pour le contenu général L.122-1 à L.122-3-3 et pour un secteur d’application particulier, l’étude d’impact dans le droit des ICPE

Cf. Documents

1. Thomas Garancher, études d’impact environnemental, ed. le moniteur 2013

**Textes :**

**1) Sur la protection des espèces, et spécialement sur les dérogations, L.411-4 et R.411-6 C. environnement**

**(1) Article L411-4**

Les mesures d'interdiction mentionnées à [l'article L. 411-3](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000006833719&dateTexte=&categorieLien=cid) sont, lorsqu'elles concernent des espèces intéressant les productions agricoles et forestières, prises conjointement par les ministres chargés de l'agriculture, de la forêt et de l'environnement.

**Article R411-6**

Les dérogations définies au 4° de [l'article L. 411-2](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=5A0A3FB848C536CDB71CC08F42C86A31.tpdjo07v_2?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000006833716&dateTexte=&categorieLien=cid) sont accordées par le préfet, sauf dans les cas prévus aux [articles R. 411-7 et R. 411-8](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=5A0A3FB848C536CDB71CC08F42C86A31.tpdjo07v_2?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000006837706&dateTexte=&categorieLien=cid).

**2) Sur les zones Natura 2000, L.414-2 et R.414-11 sur le contenu des DOCOB et tout particulièrement L.414-4**

**Article L414-1**

Les sites désignés comme zones spéciales de conservation et zones de protection spéciale par décision de l'autorité administrative concourent, sous l'appellation commune de "sites Natura 2000", à la formation du réseau écologique européen Natura 2000.

**Article L.414-2**

**Pour chaque site Natura 2000, un document d'objectifs définit les orientations de gestion, les mesures prévues à l'article L. 414-1, les modalités de leur mise en œuvre et les dispositions financières d'accompagnement**.

Le document d'objectifs peut être approuvé à compter de la notification à la Commission européenne de la proposition d'inscription d'une zone spéciale de conservation, ou de la désignation d'une zone de protection spéciale.

Pour l'élaboration et le suivi de la mise en oeuvre du document d'objectifs, un comité de pilotage Natura 2000 est créé par l'autorité administrative.

**Article R.414-11**

* Décrit le contenu du document d’objectifs

**Article L.414-4**

Les activités humaines (documents de planification, programmes ou projets d’activités, manifestations et interventions) susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site, dénommée ci-après " Evaluation des incidences Natura 2000 "

**3) Sur l’étude d’impact :**

* ***Le champ de l’étude d’impact L.122-1 et R.122-2 ;***

**Article L.122-1**

Les études préalables à la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages qui, par l'importance de leurs dimensions ou leurs incidences sur le milieu naturel, peuvent porter atteinte à ce dernier, doivent comporter **une étude d'impact permettant d'en apprécier les conséquences**. Cette étude d'impact est transmise pour avis à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement par l'autorité chargée d'autoriser ou d'approuver ces aménagements ou ces ouvrages.

**Article R 122-2**

I.- Les travaux, ouvrages ou aménagements énumérés dans le tableau annexé au présent article sont soumis à une étude d'impact soit de façon systématique, soit après un examen au cas par cas, en fonction des critères précisés dans ce tableau.

II.- Sont soumis à la réalisation d'une étude d'impact de façon systématique ou après un examen au cas par cas les modifications ou extensions des travaux, ouvrages ou aménagements lorsqu'elles répondent par elles-mêmes aux seuils de soumission à étude d'impact en fonction des critères précisés dans le tableau susmentionné.

* ***Le contenu de l’étude d’impact R.122-5 C. environnement à titre général et à titre d’illustration de l’EI dans un secteur d’application particulier R.512-8 Code environnement ;***

**Article R.122-5 C**

**Le contenu de l'étude d'impact est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet**, à l'importance et la nature des travaux, ouvrages et aménagements projetés et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine.

**Article R.512-8**

Complète le contenu de l’étude d’impact

* ***Le lien avec l’enquête publique (revoir le champ de l’enquête publique : art. L. 123-2 C. de l’environnement)***

**Article L. 123-2 C**

Liste les plans, travaux, aménagement faisant l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre préalablement à leur autorisation, leur approbation ou leur adoption

**Mise en pratique :**

* ***Comparer référé-suspension de l’article L.521-1 C. Justice Administrative, L.122-2 C. environnement et L.123-16 C. environnement.***

**Article L.521-1 C. Justice Administrative**

Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque :

* l'urgence le justifie **et**
* qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision.

Lorsque la suspension est prononcée, il est statué sur la requête en annulation ou en réformation de la décision dans les meilleurs délais. **La suspension prend fin au plus tard lorsqu'il est statué sur la requête en annulation ou en réformation de la décision**.

**Article L122-2 : étude d’impact des travaux et projets d’aménagement**

Si une requête déposée devant la **juridiction administrative** contre une autorisation ou une décision d'approbation d'un projet visé au second alinéa de l'article L. 122-1 est fondée sur l'absence d'étude d'impact, le juge des référés, saisi d'une demande de suspension de la décision attaquée, y fait droit dès que cette absence est constatée.

* Absence d’étude d’impact pour un projet visé à L122-1 : suspension automatique prononcée par le juge

**Article L123-16 : procédure et déroulement de l’enquête publique**

Le juge administratif des référés, saisi d'une demande de suspension d'une décision prise après des conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, fait droit à cette demande **si elle comporte un moyen propre à créer**, en l'état de l'instruction, **un doute sérieux** quant à la légalité de celle-ci.

* Si projet lancé malgré des conclusions défavorables, possible de demander suspension de la décision favorable SI la demande comporte la preuve qu’en l’état il existe un doute sérieux quant à la demande
  + Plus compliqué à mettre en œuvre que L122-2

Il fait également droit à toute demande de suspension d'une décision prise sans que l'enquête publique requise par le présent chapitre ait eu lieu.

* Même chose que L122-2 ? quelle est la différence ?

L'alinéa précédent s'applique dans les mêmes conditions en cas d'absence de mise à disposition du public de l'évaluation environnementale ou de l'étude d'impact et des documents visés aux articles L. 122-1-1 et L. 122-8.

Tout projet d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale ayant donné lieu à **des conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête** doit faire l'objet d'une **délibération motivée réitérant la demande d'autorisation ou de déclaration d'utilité publique de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement de coopération concerné.**

* ***Comparer étude d’impact et étude de dangers (L.512-1 et R.512-9 C. environnement) dans le droit des installations classées.***

**Article L.512-1**

**Sont soumises à autorisation préfectorale les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1.** **L'autorisation ne peut être accordée que si ces dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures** que spécifie l'arrêté préfectoral.

* **Article L511-1 contenu dans** [**Titre Ier : Installations classées pour la protection de l'environnement**](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=D9D8B395C2F38B2C101B6AD3A3781DC1.tpdjo07v_2?idSectionTA=LEGISCTA000006143748&cidTexte=LEGITEXT000006074220&dateTexte=20140917)

Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, ***qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit*** pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Les dispositions du présent titre sont également applicables aux exploitations de carrières au sens des articles [L. 100-2](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=82022FF8538C95DBBED3CC3E56A63A8A.tpdjo07v_2?cidTexte=LEGITEXT000023501962&idArticle=LEGIARTI000023504020&dateTexte=&categorieLien=cid) et [L. 311-1](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=82022FF8538C95DBBED3CC3E56A63A8A.tpdjo07v_2?cidTexte=LEGITEXT000023501962&idArticle=LEGIARTI000023505606&dateTexte=&categorieLien=cid) du code minier.

Le **demandeur fournit une étude de dangers** qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts visés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.

**Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation**. En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.

* Etude d’impact : conséquences au sens large, avant acceptation du projet
* Etude de dangers : plus restreints, et si l’étude d’impact contient des risques tels qu’énumérés dans L511-1

Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.

**La délivrance de l'autorisation, pour ces installations, peut être subordonnée notamment à leur éloignement** des habitations, immeubles habituellement occupés par des tiers, établissements recevant du public, cours d'eau, voies de communication, captages d'eau, ou des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. **Elle prend en compte les capacités techniques et financières dont dispose le demandeur, à même de lui permettre de conduire son projet dans le respect des intérêts visés à l'article L. 511-1 et d'être en mesure de satisfaire aux obligations de l'article L. 512-6-1 lors de la cessation d'activité**.

**Article R.512-9**

I.- L'étude de dangers mentionnée à l'article R. 512-6 justifie que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, **un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation**.

Le contenu de l'étude de dangers doit être **en relation** avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et **L. 511-1**.

II.- **Cette étude précise, notamment, la nature et l'organisation des moyens de secours dont le demandeur dispose ou dont il s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre**. Dans le cas des installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8, le demandeur doit fournir les éléments indispensables pour l'élaboration par les autorités publiques d'un plan particulier d'intervention.

L'étude comporte, notamment, **un résumé non technique explicitant la probabilité, la cinétique et les zones d'effets des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie des zones de risques significatifs**.

Le ministre chargé des installations classées peut préciser les critères techniques et méthodologiques à prendre en compte pour l'établissement des études de dangers, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5.

Pour certaines catégories d'installations impliquant l'utilisation, la fabrication ou le stockage de substances dangereuses, le ministre chargé des installations classées peut préciser, par arrêté pris sur le fondement de l'article L. 512-5, le contenu de l'étude de dangers portant, notamment, sur les mesures d'organisation et de gestion propres à réduire la probabilité et les effets d'un accident majeur.

III.- Dans le cas des installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8, l'étude de dangers est réexaminée et, si nécessaire, mise à jour au moins tous les cinq ans, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article R. 512-31. Cette étude, mise à jour, est transmise au préfet.

* ***Cas pratique***

La société X exploite une carrière soumise à la législation des activités classées (L.511-1 et suivants) sur le territoire de la commune de Y.

Cette carrière se trouve implantée dans une zone dont **l’intérêt écologique** est attesté.

* Par le **classement en ZNIEFF de type 1** de plusieurs parcelles dont celle sur laquelle est implantée le site de la société X ;
* Par l’existence **d’une zone Natura 2000** (zone Natura dite *« de la forêt de Y* » caractérisé par un boisement de chênes servant d’habitat à des chouettes) à proximité de la parcelle sur laquelle se trouve implanté la carrière ;
* La parcelle occupée par la société X est peuplée par diverses espèces naturelles, dont l’une l’Andromède (*andromeda polifolia*) est protégée sur l’ensemble du territoire.

**La société X veut substantiellement agrandir sa carrière**, et elle devra pour ce faire obtenir une nouvelle autorisation préfectorale d’exploiter.

Elle s’interroge sur la faisabilité de principe de son projet compte tenu des caractéristiques écologiques du site.

Elle s’interroge de même sur le contenu de son dossier de demande et en particulier de l’étude d’impact, là encore compte tenu des caractéristiques écologiques du site. Une première version de l’étude d’impact ne comportait pas d’inventaire floristique ; la seconde version en comportait un indiquant sans plus de commentaires *« on peut relever dans la région la présence éventuelle d’Andromède ».* Que faut-il en penser ?

L’accès au site est une question essentielle pour le dossier. Dans l’hypothèse où le Commissaire-enquêteur rendrait son avis en ces termes *«  je donne un avis favorable au projet d’extension sous la réserve d’un accès routier sécurisé au site (création d’un carrefour) »*, quelles sont les conséquences d’un tel avis sur la délivrance de l’autorisation sollicitée par la société X ?

Réponses :

1. **Faisabilité de principe du projet : extension ?**

**1.**  Exploitation d’une carrière soumise à la législation des activités classées :

* ICPE : contenu dans le Titre 1er du Livre 5
* Et [Chapitre V : Dispositions particulières à certaines installations](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=3BE420AE3CB39E3DEFFEEB3D8FC5A57F.tpdjo07v_2?idSectionTA=LEGISCTA000006159276&cidTexte=LEGITEXT000006074220&dateTexte=20140917), Section est consacrée au carrières :
  + Articles L515-1 à L515-6

**2**. Il s’agit d’une exploitation déjà en place que la société X souhaite agrandir

Lorsque l’installation projetée s’inscrit dans le cas d’un site accueillant déjà des installations soumises à autorisation. On parle alors d’extension. Cette extension peut nécessiter un nouveau dépôt de dossier. Contenue dans les articles:

* Articles L512.15 du code de l’environnement et
* R512-33 et R512-34 du code de l’environnement

En effet en l’espèce : on nous dit que la société X devra obtenir une nouvelle autorisation préfectorale d’exploiter.

**3.** Afin de déterminer la faisabilité du projet il convient d’identifier :

* Les caractéristiques du milieu :
  + Classement ZNIEFF de type 1,
  + zone natura 2000 et
  + présence d’une espèce protégée
* Les caractéristiques du projet et de ses impacts sur le milieu
  + ICPE :
    - Les installations et usines susceptibles de générer des risques ou des dangers sont soumises à une législation et une réglementation particulières, relatives à ce que l'on appelle "**les installations classées pour la protection de l'environnement**".
      * Localement ce sont les services de l'inspection des installations classées au sein des DREAL (hors élevages) ou
      * des directions départementales de protection des populations des préfectures (élevages) qui font appliquer, sous l'autorité du préfet de département, les mesures de cette police administrative.
    - De plus au sein de ce titre des dispositions particulières visent les carrières

1. **Que doit contenir le dossier de demande et en particulier de l’étude d’impact : quid de l’inventaire floristique ?**

**1.** Le contenu du dossier

Le dossier de demande doit contenir une lettre de demande, des cartes d’échelles diverses, mais surtout :

* **une étude de l’impact de l’installation sur son environnement.** Cette étude est un élément essentiel du dossier de demande d’autorisation.
* **une étude de dangers** qui,
  + d’une part, expose les dangers que peut présenter l’installation en cas d’accident,
  + d’autre part, justifie les mesures propres à en réduire la probabilité d’occurence et les effets.
* une notice relative à la conformité de l’installation projetée avec les prescriptions législatives et réglementaires relatives à l’hygiène et à la sécurité du personnel.

L’étude d’impact :

* **Champ d’application**: large : permet d’apprécier les conséquences
  + **Article L.122-1 :** Les études préalables à la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages qui, par l'importance de leurs dimensions ou leurs incidences sur le milieu naturel, peuvent porter atteinte à ce dernier, doivent comporter **une étude d'impact permettant d'en apprécier les conséquences**.
* **Contenu de l’étude**:
  + **Article R.122-5 : Le contenu de l'étude d'impact est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet**, à l'importance et la nature des travaux, ouvrages et aménagements projetés et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine.
    - En l’espèce la zone est protégée de façon multiple : on peut estimer qu’il s’agit d’une zone sensible voire très sensible
  + **Article R.512-8**: liste le contenu de l’étude d’impact

**2.** L’inventaire floristique

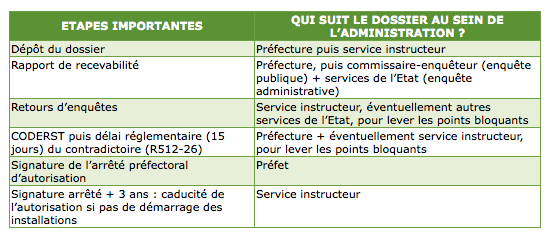
L’étude d’impact doit être exhaustive :

* Classement ZNIEFF de type I :
  + zone de superficie réduite, sont des espaces homogènes d’un point de vue écologique et qui abritent au moins une espèce et/ou un habitat rares ou menacés, d’intérêt aussi bien local que régional, national ou communautaire ; ou ce sont des espaces d'un grand intérêt fonctionnel pour le fonctionnement écologique local.
* Z**one Natura 2000** :
  + zone Natura dite *« de la forêt de Y* » caractérisé par un boisement de chênes servant d’habitat à des chouettes : à proximité de la parcelle sur laquelle se trouve implanté la carrière ;
* Une espèce protégée :
  + la parcelle occupée par la société X est peuplée par diverses espèces naturelles, dont l’une l’Andromède (*andromeda polifolia*) est protégée sur l’ensemble du territoire.

Ainsi, il semble que du fait de l’intérêt éconologique attesté de cet espace : l’étude d’impact doit contenir un inventaire floristique.

1. **Quelles sont les conséquences d’un avis favorable du Commissaire Enquêteur ?**

Les étapes du dossier :

****

**Article L122-2 : étude d’impact des travaux et projets d’aménagement** => Absence d’étude d’impact pour un projet visé à L122-1 : suspension automatique prononcée par le juge

**Article L123-16 : procédure et déroulement de l’enquête publique** =>

Le juge administratif des référés, saisi d'une demande de suspension d'une décision prise après des **conclusions défavorables** du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, fait droit à cette demande **si elle comporte un moyen propre à créer**, en l'état de l'instruction, **un doute sérieux** quant à la légalité de celle-ci.

* Si projet lancé malgré des conclusions défavorables, possible de demander suspension de la décision favorable SI la demande comporte la preuve qu’en l’état il existe un doute sérieux quant à la demande
  + Plus compliqué à mettre en œuvre que L122-2

Il fait également droit à toute demande de suspension d'une décision prise sans que l'enquête publique requise par le présent chapitre ait eu lieu.

* Même chose que L122-2 ? quelle est la différence ?

L'alinéa précédent s'applique dans les mêmes conditions en cas d'absence de mise à disposition du public de l'évaluation environnementale ou de l'étude d'impact et des documents visés aux articles L. 122-1-1 et L. 122-8.

Tout projet d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale ayant donné lieu à **des conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête** doit faire l'objet d'une **délibération motivée réitérant la demande d'autorisation ou de déclaration d'utilité publique de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement de coopération concerné.**